

Intitulé de l'épreuve : Civilisation - ARÉO

Nombre de copies : 2

Numérotez chaque page (dans le cadre en bas de la page) et placez les feuilles dans le bon sens.

Début août 2019, le gouvernement indien a révoqué l'article de la Constitution du pays accordant une situation particulière, proche de l'autonomie, à la région du Jammu - et - Kashmir. Cette mesure scandaleuse a pu être justifiée comme étant une volonté du gouvernement nationaliste de mettre un terme aux restrictions de vente de biens aux étrangers dans la région, afin d'encourager une immigration d'hindous dans cette région majoritairement musulmane. Par ailleurs, cette décision a également ravié les touristes vers le Pakistan, qui administre l'autre moitié du Kashmir.

Une telle décision illustre les limites de la cohérence entre les notions d'Etat, de nations et de frontières, en Asie, comprise ici comme incluant les pays du Pakistan au Japon et de la Roumanie au Timor oriental. Si l'Etat, compris comme des institutions politiques formant un gouvernement, exerçant son autorité sur un territoire et une population, est une forme ancienne en Asie, il s'est consolidé progressivement, comme en Inde, autour d'une nation, c'est-à-dire d'une communauté de personnes partageant des mêmes caractéristiques culturelles (histoire, langue, etc.) et une volonté de vivre ensemble. Ainsi, l'Etat-nation est aujourd'hui la forme politique dominante en Asie. Pour autant, cette consolidation est incomplète, ce qui explique une concordance parfois limitée entre les limites du territoire étatique et celles du territoire national, c'est-à-dire les frontières de l'Etat et de la nation.

Ainsi, quel degré de recouvrement entre les notions d'Etats, de nations et de frontières existe-t-il dans l'espace asiatique ?

Si les XIX^e et XX^e siècles ont vu s'affirmer la consolidation d'Etats en Asie et la propagation du modèle d'Etat-nation, cela n'a pas abouti à une concordance parfaite entre les trois notions (I). Malgré un effacement des frontières entre Etats de la région, surtout dans le domaine économique, ce

N°

18

caractère incomplet de la concordance entre Etat, nation et frontière reste une source d'instabilité pour le régime, notamment à l'heure d'une réurgence des nationalismes (II).

* * *

La matérialisation du pouvoir politique sous la forme d'Etat est ancienne en Asie, mais ceux-ci se sont progressivement consolidés sur la base de nations, aboutissant à une propagation du modèle d'Etat-nation et, en conséquence, à une stabilisation des frontières dans le régime (A). Pour autant, Etats, nations et frontières ne se recomptent pas parfaitement (B).

L'Etat, au sens de gouvernement ayant autorité sur un territoire et une population (Convention de Tautenburg, 1952) est une institution politique qui a connu des formes anciennes dans l'histoire de l'Asie. Ainsi, de très nombreux pays étaient déjà organisés, avant le XIX^e siècle, selon des modèles dynastiques. Le Chine, par exemple, revendique une continuité de la civilisation, mais aussi et malgré des phases de division, de l'Etat chinois au travers des dynasties remontant à 221 avant J.-C (unification de la Chine par le premier empereur Han). En Asie du Sud-Est, les Etats mandalas représentent également une forme d'organisation étatique du pouvoir politique, bien que plus décentralisée.

Sous le coup de l'affirmation des nationalismes au XIX^e, puis au XX^e siècle, ces formes anciennes d'Etat se sont progressivement consolidées autour de la notion nouvelle de nation. Dans un premier temps, cette affirmation du nationalisme se fait en réaction au contact avec l'Occident ou Japon (proclamation de l'ère Meiji en 1868), en Inde (fondation du parti du Congrès et premières révoltes nationalistes fin XIX^e) et en Chine (révolte des Boxers en 1900, mouvements nationalistes étudiants de mai 1919, etc.), donnant naissance aux embryons des premiers Etat-nations de la région. Dans le même temps, cette affirmation du nationalisme a également été le fruit de la confrontation avec d'autres acteurs antiques, les nationalismes à Taiwan (brefe proclamation d'une république indépendante à la fin du XIX^e) et en Corée (proclamation de la République de Corée à Shanghai en 1919) étant le fruit de l'expansionnisme japonais. Dans un second

Temps, ce sont les mouvements de décolonisation de l'après-guerre qui arivent le nationalisme en Asie du Sud-Est et dans le sous-continent indien. Encouragés par les Japonais durant la Seconde Guerre mondiale, les mouvements indépendantistes d'Asie du Sud-Est obtiennent l'indépendance de leurs pays entre les années 1960 jusqu'à 2002 pour le Timor Oriental (prenant son indépendance de l'Indonésie), tandis que la montée des nationalismes dans les Indes britanniques aboutit-guerre, suivie de son indépendance en 1947, entraîne progressivement le fractionnement du sous-continent indien (le Bangladesh, dernier Etat-nation issu de ce fractionnement, est devenu indépendant en 1972). Conséquence de ces indépendances partées par des mouvements nationalistes, l'Etat-nation est aujourd'hui la forme dominante de structure politique dans la région.

Cette consolidation des Etats de la région autour de nations a progressivement entraîné la stabilisation des frontières. Cette détermination des frontières entre Etats-nations de la région a pu d'abord être le fruit naturel du processus de décolonisation, la Birmanie établissant par exemple sa frontière avec l'Inde et le Bangladesh de sa séparation avec les Indes britanniques. Elle a pu aussi être le fruit d'une volonté politique de stabiliser ses frontières. Ainsi, la normalisation du statut international de la République Populaire de Chine en 1979 lui a permis de s'engager dans un processus d'accords frontaliers avec ses voisins d'Asie centrale, mais également la Mongolie, le Pakistan, la Birmanie et le Vietnam, aboutissant à une délimitation quasi-complète des frontières terrestres chinoises.

Pour autant, ni ce processus d'affirmation des Etats-nations en Asie, ni celui de stabilisation des frontières, n'est aujourd'hui absolu.

D'abord, car il existe encore des nations sans Etat, vivant au sein d'Etats plurinationalisés ne leur accordant pas nécessairement de représentation politique. Le fait minoritaire est ainsi très présent dans les pays au vaste territoire que sont la Chine (55 ethnies minoritaires pour 4% de la population) et l'Inde (qui compense ce fait minoritaire par un système fédéral). Il l'est cependant aussi pour des minorités issues de pays plus petits : Rohingyas, Rakhines etc. en Birmanie ; Hmongs répartis entre la Chine, le Vietnam, le Laos et la Thaïlande, Aïnus au Japon, etc. Cette persistance d'un fait minoritaire en Asie se fait par ailleurs dans un contexte où il n'existe pas d'instance de protection des droits des minorités à l'échelle de l'Asie.

Ce processus est inabouti, ensuite, car il existe des pays qui ne sont pas des Etats-nations dans la région. C'est notamment le cas de ceux qui se sont fondés sur des considérations idéologiques (la fondation des deux Corées en 1949 sépare la nation coréenne en deux Etats; de même au

Vietnam jusqu'à dans les années 1970), mais aussi religieuses (le Pakistan, à sa création en 1947, ne correspondait à aucune nation, même si celle-ci a pu se constituer par la suite).

Eufin, il est inabordable car il existe des conflits de souveraineté, certains Etats pouvant avoir la prétention d'exercer une autorité sur un territoire et une population d'un autre gouvernement, ainsi que l'illustre le principe de "Chine unique" déterminant les relations sino-taiwanaises depuis 1992.

En conséquence, la question des frontières et de leur concordance avec les Etats et nations de la région est elle-même réglée de manière incomplète. Ce, soit car les frontières ont été déterminées et stabilisées, mais ne correspondent qu'à un territoire étatique ou national. Ainsi, la nation malaise dispose de son propre Etat, mais elle est présente aussi sur des territoires du Sud de la Thaïlande, d'Indonésie et à Singapour. Surtout, cette question des frontières, persiste car certaines frontières restent encore à déterminer. Certaines d'entre elles sont terrestres (frontières entre l'Inde et le Pakistan au niveau du Cachemire, entre la Chine et l'Inde au niveau de l'Aksai Chin). L'essentiel des frontières à délimiter dans la région reste cependant maritime, les revendications, accises, étant nombreuses, notamment sous le coup de la volonté chinoise d'étendre sa souveraineté sur la zone marquée par la "9-dash line" et couvrant les mers de Chine du Sud et de l'Est. Ainsi, les points de friction en matière de frontières maritimes sont nombreux dans la région : les îles Dokdo/Takeshima (Corée, Japon), les îles Diaoyu/Sentoku (Chine, Japon), les archipels des Spratleys et Paracels dans la mer de Chine du Sud (Chine, Taiwan et pays d'Asie du Sud-Est), etc.

* * *

Le XIX^e et le XX^e siècles ont ainsi vu le modèle d'Etat-nation s'imposer en Asie, entourant avec lui un processus d'hégémonie, puis de stabilisation des frontières. Si la définition des frontières entre Etats-nations de la région peut paraître incomplète, les frontières en Asie ont cependant au cours de la seconde moitié du XX^e siècle et du début du XXI^e, un relatif effacement, essentiellement économique (A). Cela n'a cependant pas permis de résoudre la question de l'incomplète cohérence entre frontières, Etats et nations en Asie, qui s'avère être source d'instabilité dans la région, notamment à un moment où les nationalismes se réaffirment (B).

Les frontières en Asie entre Etats ont connu un processus d'effacement relatif, sous l'effet de la mondialisation, des initiatives régionales et parfois de volontés politiques.

Intitulé de l'épreuve : Civilisation - ANEO

Numérotez chaque page (dans le cadre en bas de la page) et placez les feuilles dans le bon sens.

Nombre de copies : 2

La mondialisation a eu effet notamment renforcé l'intégration économique des pays de la région, notamment au travers d'une croissance des échanges. Cela est surtout visible en matière de commerce de biens : la zone Asie (au sens entendu dans l'introduction) représente près de 50% du commerce extérieur de la Chine. En revanche, la Chine est le premier partenaire commercial de nombreux pays de la région, représentant par exemple près de 20% des échanges de biens du Japon, de la Corée du Sud, de Taïwan, etc. Cette forte intégration commerciale dans la région renvoie à une disparition des frontières pour l'appareil productif dans la région, les produits de la firme coréenne Samsung étant par exemple passés en Corée, assemblés en Chine en utilisant des puces faites à Taïwan avec des matériaux japonais. D'autant que, bien que très visible dans le domaine commercial, cet effacement des frontières se manifeste également dans les autres flux. Le "vol d'âmes sauvages" décrivant la stratégie d'investissement des entreprises japonaises dans les années 1980 atteste d'une intégration en matière de flux de capitaux qui fut manifeste avec la très forte contagion de la crise asiatique de 1997. De la même manière, bien que le recours aux visas soit encore très présent dans la zone, les flux de population ont fortement augmenté ces dernières décennies, notamment les migrations de travailleurs d'Asie du Sud-Est vers le Japon, Taïwan et la Chine.

La mondialisation a ainsi permis un effacement des frontières, notamment économiques et commerciales, entre Etats de la zone. Cela a été encouragé par des initiatives régionales, qui sont venues à le faire comme conséquence et cause de cette intégration. Ainsi, l'Asie est traversée par plus d'une vingtaine d'accords de libre-échange, notamment entre la Chine et l'ASEAN depuis le début des années 2000, ainsi que celui du TPP en attente de

N°

51.8

ratification. De même ces accords commerciaux, des initiatives régionales visant à donner naissance à une véritable gouvernance régionale et transfrontalière ont vu le jour, tels que le Forum ASEAN+3, le forum APAC, auxquelles des initiatives autour de l'Inde dans le sous-continent. Modèle le plus abouti dans la région d'intégration régionale, l'ASEAN a notamment d'abord été créée pour appeler une réponse concertée à la menace communiste dans la région, avant de se transformer pour devenir une plateforme interétatique de dialogues sur de nombreux sujets : économiques, sociaux, sécurité, etc.

Eufin, cette disparition des frontières pour l'économie et le régionalisme s'est accompagnée, notamment dans les années 1990 sous l'influence de Lee Kuan-Yew (alors Premier Ministre de Singapour) et Mahathir (Premier Ministre de Malaisie) d'initiatives politiques et idéologiques destinées à faire disparaître les frontières dans la conception théorique même de l'Asie. L'asianisme visait ainsi à souligner les valeurs et caractéristiques communes des Etats et nations d'Asie afin de faire émerger une conception transnationale, et donc par défaut transfrontalière, de l'Asie.

Cependant, l'échec de l'asianisme montre bien que cet effacement des frontières ne limite essentiellement à la sphère économique, et est, même dans ce domaine, relativement limité : les traités de libre-échange sont souvent des outils politiques destinés, comme dans le cas du TPP, à isoler des rivaux géopolitiques. L'intégration économique est loin d'être complète et peut être menacée, en témoignent les crises du printemps 2019 concernant Huawei, et celle entre la Corée du Sud et le Japon. Enfin, l'ASEAN a beau être l'organe régional le plus abouti, elle reste essentiellement une plateforme de dialogue d'Etat à Etat et non une véritable instance supranormative. Ainsi, cet effacement de frontières entre Etats dans la région est loin d'être complet, ne remédiant pas aux risques posés par le décalage entre frontières, Etats et nations, à un moment où ceux-ci sont nantis par une resurgence des nationalismes.

Une large partie de l'Asie a eu effet contre l'arrivée au pouvoir ces dernières années d'un dirigeant nationaliste : Narendra Modi pour l'Inde, issu du parti nationaliste hindou BJP (depuis 2014), Shinzo Abe au Japon, révisionniste et souhaitant renforcer le rôle militaire du Japon (depuis 2012), Xi Jinping en Chine, qui appuie sa rhétorique sur l'idée de la "grande

"renaissance" de la nation chinoise (depuis 2012). Plus récemment, des pays comme la Birmanie (Aung San Suu Kyi depuis 2015, proche des nationalistes birmanes), les Philippines (Duterte depuis 2016) et même l'Indonésie (durcissement du discours nationaliste dans les campagnes pour les présidentielles de 2019) ont connu une réaffirmation, voire une prise de pouvoir par des mouvements nationalistes.

Intérieurement, cette résurgence du nationalisme expose les pays d'Asie à une réaffirmation du fait minoritaire et des revendications séparatistes. D'une part, car les résurgences nationaliste touchent également ces mouvements : ces dernières années ont été marquées par un durcissement des actions séparatistes en Birmanie (Armée de libération de l'Arakan dans l'Etat du Rakhine), aux Philippines (insurrection islamiste sur l'île de Mindanao) et en Thaïlande (insurrection malaise dans le Sud du pays). Tverserement, les gouvernements nationalistes sont tentés de répondre plus fermement aux acteurs séparatistes. Ainsi, les menaces de révoltes et de sécessionne凭ue partie de la population ouïgoure du Xinjiang (+ 11 millions de personnes, 45% de la population de la province) depuis 2009 a entraîné une réponse forte de la part du gouvernement chinois, qui ont pu être qualifiées d'intervention massif, d'oppression des populations sur une base culturelle et religieuse, et de réduction des libertés fondamentales. De plus, la politique d'immigration de masse de Chinois hau, essentiellement issus aujourd'hui de la province du Henan, s'inscrit dans la continuité de ce qui a été mis en place précédemment au Tibet et peut être perçue comme une réponse nationaliste de consolidation d'un Etat-nation hau. Cela fait également écho aux volontés du BJP de consolider un Etat-nation hindou sur le territoire de l'Inde.

Si cette résurgence des nationalismes exerce sur les mouvements séparatistes et durcit les réponses des gouvernements en intérieur, elles sont également sources d'instabilité et de risque de conflits en extérieur. D'une part, car les gouvernements nationalistes, au-delà du pouvoir, sont parfois autogénocistes.

Ainsi, malgré un adoucissement par la suite de ses positions, Rodrigo Duterte a été élu en 2016 notamment sur la base d'un discours nationaliste fermement opposé aux prétentions chinoises dans la mer de Chine du Sud.

D'autant que cette opposition entre nationalismes prend place dans un contexte où les animosités sont fortes. Celles-ci peuvent être héritées, comme celles entre le Japon et la Corée et la Chine, donnant naissance à des boycotts fréquents parfois violents. Sinon, elles peuvent être causées par les questions frontalières non résolues. La frontière terrestre entre l'Inde et la Chine au niveau du Bhoutan a ainsi été le théâtre d'une forte montée des tensions à l'été 2017. Pour autant, ce sont là - encore surtout les conflits frontalières maritimes qui sont les plus menaçants pour la

stabilité de la région, en témoignent les accrochages fréquents entre la marine chinoise et l'une des pays voisins depuis plusieurs années.

Cette montée des nationalismes, doublée des risques causés par les tensions frontalières, explique au partie la hausse des dépenses militaires dans la région (+11% pour la Chine en 2019), mettant à mal l'équilibre sécuritaire de celle-ci.

* *

*

L'Asie a connu, tout au long du XIX^e et du XX^e siècle, un processus d'affirmation et de structuration des Etats, qui se sont souvent appuyés sur des revendications nationalistes, aboutissant à l'imposition du modèle d'Etat-nation comme structure politique dominante dans la région.

Si ce processus s'est bien accompagné d'une stabilisation des frontières entre Etats de la région, cette stabilisation est aujourd'hui incomplète, d'autant qu'il n'existe pas de cohérence parfaite entre Etats, nations et frontières.

Cela expose l'Asie à des risques d'instabilité, notamment sous la forme des mouvements séparatistes, qu'une intégration régionale réelle mais fragile, marquée par l'absence d'intégration politique de la région, ne parvient pas à venir contrebalancer. Dans le même temps, la révivacité de nationalismes et la persistance de crises frontalières viennent renforcer les risques sécuritaires de la région, tant à l'intérieur que entre les Etats.